

ATELIER > Les inégalités dans l'éducation : réponses locales, réponses globales

Pauvreté et inégalités scolaires en Amérique latine

Le cas de l'Uruguay

Patricia Roche

*Administration nationale de l'Éducation publique
paroche@gmail.com*

Résumé

Au cours des premiers six mois de l'année 2008, il y a eu dix millions de nouveaux pauvres en Amérique latine. Leur nombre est passé de 190 à 200 millions, selon le sociologue argentin Bernardo Kliskberg, conseiller du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

La longue histoire de concentration du pouvoir, des richesses et des ressources a fait du continent américain la région la plus inégalitaire du monde. C'est devenu un continent avec d'énormes différences entre les indicateurs sociaux et économiques. Dans ce continent pourtant très riche, tous les indicateurs sociaux montrent que, depuis 1990, l'effort des gouvernements pour améliorer l'éducation, augmenter le pourcentage du PBI consacré à l'éducation et atteindre les objectifs d'une éducation pour tous n'a pas obtenu les résultats désirés.

En effet, la richesse se concentre de plus en plus et l'écart des iniquités entre les groupes sociaux devient chaque jour plus grand. Albert Enriquez¹ signale que « nous sommes le continent avec le plus grand écart entre les riches et les pauvres, le continent leader en iniquités sociales et déséquilibres territoriaux, avec des iniquités de genre, d'âge et d'ethnie. Cette situation ouvre l'occasion d'un débat sur les modèles de développement, de développement local et de décentralisation comme alternatives ».

Parmi les principales difficultés dont il faut tenir compte figurent : le contexte dont sont issus les élèves (la culture, le manque d'emploi, la santé, la criminalité, les variables des familles), et les difficultés pour apprendre un curriculum. Pour ces raisons, le ministère du Développement social développe un vaste plan social et économique pour soutenir les familles.

Le rôle de l'école garde une importance primordiale, comme endroit privilégié pour l'apprentissage de la citoyenneté et pour réfléchir à l'objectif, aux buts et au curriculum d'une éducation alternative qui ait comme principal défi la construction du capital social.

Avoir accès aux droits de la citoyenneté exige, entre autres, de disposer d'un ensemble de codes liés aux nouvelles industries culturelles : Internet, portables, moyens de communication. La maîtrise de ces codes est indispensable pour établir des réseaux dans le monde du travail, de la culture. La réforme de l'école doit veiller à ce que les élèves puissent acquérir les compétences essentielles pour vivre dans la mondialisation et devenir citoyens avec des valeurs démocratiques.

En éducation, on peut parler d'équité quand les opportunités réelles sont possibles pour tous les élèves face au curriculum, malgré les inégalités et les différences. Pour combattre l'exclusion, l'école ne peut pas lutter toute seule, elle a besoin de politiques publiques capables de créer les conditions sociales, culturelles et économiques indispensables pour l'apprentissage.

L'exclusion, l'iniquité peuvent se considérer sous différents aspects : le nombre d'enfants ou d'adolescents hors de l'éducation formelle ou qui ont quitté le système ; la qualité des apprentissages.

1. José Simeón Cañas (2004) : « El desarrollo económico local. Estrategia económica y de construcción de capital social » in *Revista Estudios Centroamericanos*, n° 66, Universidad Centroamericana.

L'école est le seul endroit capable de construire une société plus juste, plus humanitaire, plus homogène. La connaissance devient plus un capital stratégique qui fait produire et reproduire de la richesse. Ce qui compte aujourd'hui c'est de pouvoir incorporer le savoir, le transformer en compétences. L'apprentissage stratégique qui rend possible l'apprentissage tout au long de la vie a besoin de l'école pour s'améliorer comme compétence. La politique éducative a besoin du développement social et économique pour un grand défi : rendre possible les apprentissages significatifs pour tous les élèves de tout âge qui vont à l'école.

Il n'y aura pas de développement économique sans politique éducative.

L'URUGUAY : ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Au cours de la période 2000-2004, le pays a subi l'une des plus grandes crises économiques de toute son histoire moderne. La pauvreté a augmenté de manière dramatique ; 32,6 % des personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté et l'indigence touche 3,9 % de la population (Institut national de statistique – 2006).

En Uruguay, 54 % des enfants entre 6 et 12 ans qui habitent dans des agglomérations de plus de 5 000 habitants (80 % de la population du pays) vivent sous le seuil de pauvreté (Institut national de statistique). 56,5 % des enfants de 4 et 5 ans vivent dans la pauvreté.

L'Uruguay, depuis la restauration démocratique, s'est montré capable de protéger les gens les plus âgés, mais ce n'est pas le cas des enfants et des jeunes. Ceux-ci vivent entre eux (enfants de la rue) ou avec des parents très jeunes. Pour l'État, il est très important de protéger le capital humain du futur. Nous avons un grand défi : tenir compte des urgences d'aujourd'hui pour construire de nouvelles structures pour l'avenir. Pour y réussir, il faudra développer l'innovation éducative et la transposition didactique des projets d'apprentissage dans de nouveaux contextes sociaux et rendre ainsi l'accès beaucoup plus équitable. ■